



DEPARTEMENT DE RECHERCHE SUR LES MENACES CRIMINELLES CONTEMPORAINES

Immigration et ghettos... Banditisme des cités... Seine Saint- Denis, caïds et stupéfiants...

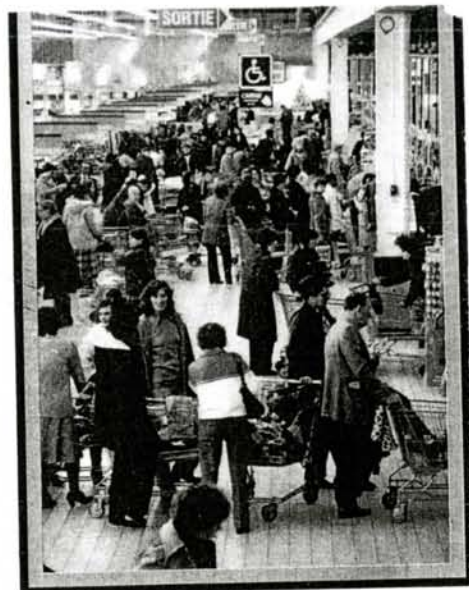


LE MONDE LÂCHE LA « CULTURE DE L'EXCUSE »
ET DÉCRIT DÉSORMAIS LE RÉEL CRIMINEL

**BRAVO POUR LA LUCIDITÉ, MÊME TARDIVE,
MAIS N'OUBLIONS PAS QUE TOUT CELA ÉTAIT
VU, ANALYSÉ ET PUBLIÉ DÈS 1985...**

Xavier Raufer

SEPTEMBRE 2010

23 Août 1985
« L'EXPRESS »

Supermarché: le laboratoire de la délinquance

par **Xavier
Raufer**

Le chapardage dans les grandes surfaces constitue souvent l'acte initial qui mène de la petite à la grande délinquance. Telle est la conclusion d'un récent colloque au cours duquel des éducateurs, des policiers, des psychiatres, des sociologues et des patrons de supermarché ont confronté leurs expériences. Xavier Raufer y assistait en tant que spécialiste des problèmes de violence sociale.



Vol à l'arraché, drogue, attaque à main armée : l'apprentissage se fait le plus souvent autour des grandes surfaces.



Samia, c'est son nom de guerre. Un après-midi, dans une galerie des Champs-Élysées, je lui ai, de justesse, épargné de se faire ramasser par des policiers en civil. Sans moi, son compte était bon : elle tapinait et trimbalait son « demi-gramme » sur elle.

Samia aura 16 ans dans trois mois. A 14 ans, elle s'est fait prendre dans un magasin, alors qu'elle venait de voler une babiole. La police la ramène chez elle. Son père, Algérien, musulman très rigoureux, lui flanque une volée. Fugue. Recueillie deux jours plus tard par un homme. Pas vraiment pour ses beaux yeux. « Il m'a sautée juste une fois ; ma parole,

c'était la première. Je me suis barrée le lendemain. » Quand on n'a pas de chance... Enceinte. Le temps de comprendre, d'oser avouer, il est trop tard pour une I.v.g. Samia a donc un fils. « Il est à la Dass, en province. » Heureusement pour lui, d'ailleurs. Chassée pour de bon de chez elle, une copine l'initie au tapin dans les beaux quartiers. « Ça rapporte des fois 200 sacs par jour ! » Les copains, la bande, dans un café derrière Pigalle, côté XVIII^e. « Là-bas, ils ont toute la poudre qu'ils veulent ! – Tu en prends beaucoup ? – Pas trop, mais, tu sais, j'arrête quand je veux ! » Le nombre de fois où j'ai pu entendre ce refrain...

Samia, c'est fréquent chez les quasi-illettrés, a une mémoire phénoménale : elle connaît dans les détails toute la sous-culture marginale, squatts, deals, « coups de fric » – traduisez actes divers de délinquance. Elle sait, mieux que personne, que la jungle, fût-elle urbaine, n'est pas le

jardin de l'Eden. Cette profonde cicatrice sur un avant-bras ? « Des mecs m'ont fait ça pour me tirer ma dope. » Cette autre, sur la tempe ? « On s'est bastonnés avec des "skins". »

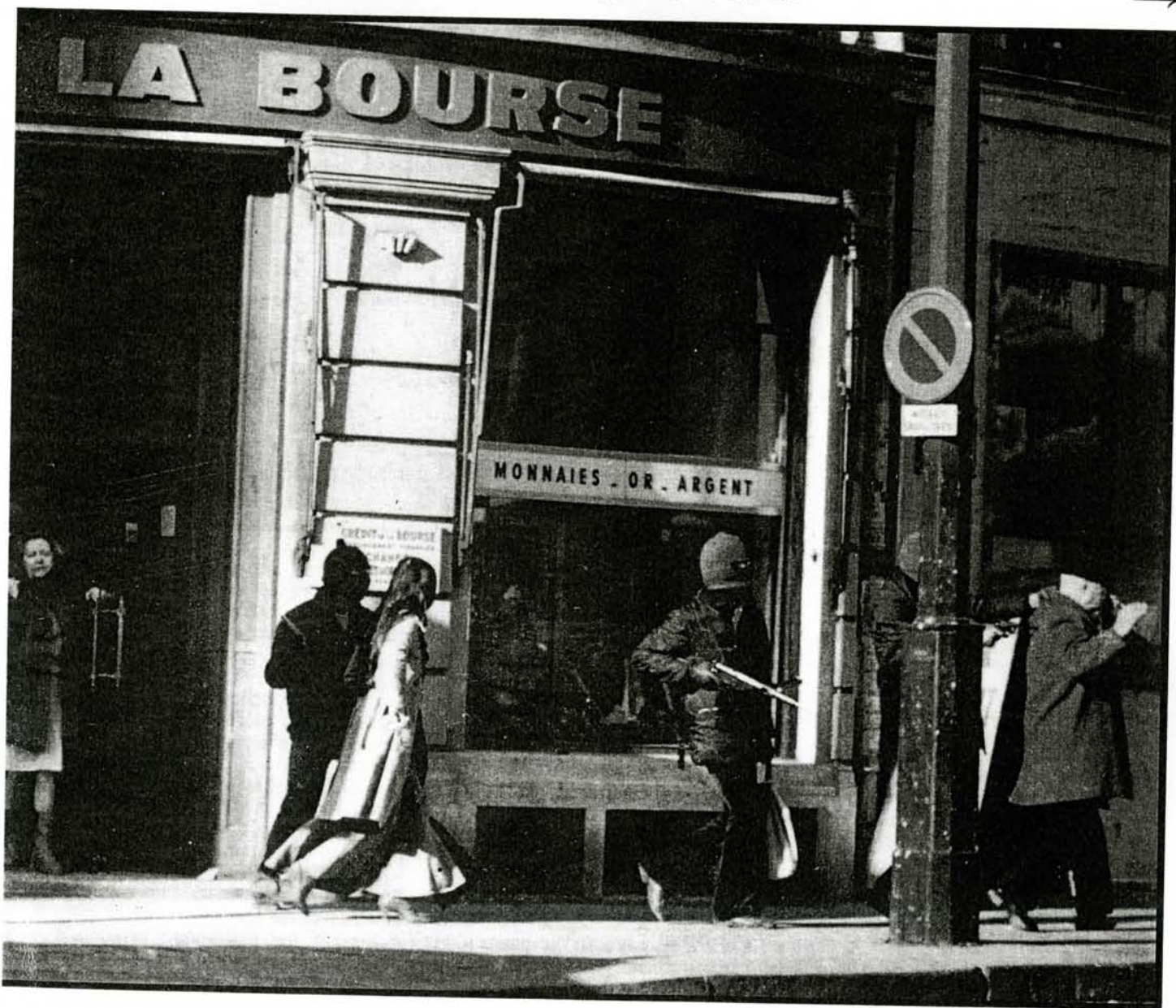
Au bout de l'« interview », je lui demande si elle a conscience de la situation dans laquelle elle se trouve. Ma question l'amuse : « Ma sœur, c'est pire ; elle est accrochée ! »

Une semaine plus tard, coup de téléphone à l'aube : « C'est Samia, je sors de chez les flics. Je peux venir ? » Arrêtée à nouveau et interrogée au commissariat : « Vous avez de la drogue ? – Mais non, je vous dis, c'est juste ma dose. » Toujours la même planque, dans le paquet de Marlboro, entre l'emballage cartonné et le papier argenté de protection. « Vous avouez donc posséder de la drogue ? – Mais non, je deale pas, c'est juste pour moi ! » Quand Samia sort de cette « galère », elle n'a tou-

jours pas compris : « Y sont fous, dit-elle indignée ; j'avais que ma dose à moi, et ils me serrent ! » Il me faudra trente minutes d'un total dialogue de sourds pour me rendre compte que Samia ignore que la possession d'héroïne est interdite. Elle était persuadée que seul le « deal », comme elle dit, était passible de poursuites.

Maintenant qu'elle a de l'argent, Samia vole moins souvent. « Piquer », pour elle, a cessé d'être le moyen usuel de se procurer ce dont elle a besoin pour vivre, comme c'était le cas il y a encore deux ou trois ans. Cela reste un sport, une façon de tester un dispositif, de jauger ses capacités de réaction tout en se donnant le frisson.

Il y a d'autres cas, en revanche, où le vol, accompagné éventuellement de violences, est une activité moralement et politiquement justifiée, un acte de



DÉLINQUANCE

→ reprise individuelle, dans la ligne des anarchistes de la fin du XIX^e siècle. « Tu peux m'appeler Kebra », me dit mon interlocuteur, en référence à une bande dessinée qui a la zone pour décors et les loubards pour héros. Vingt-cinq ans environ, longs cheveux noirs, il porte une tenue réglementaire zonard : cuir, keffieh et badge représentant une flèche zigzagante, tel un éclair, qui traverse un cercle, le symbole des squatts politisés.

« Tu comprends, nous, on veut pas affronter le système face à face. Krivine, la Ligue, les mecs de la Raf (Fraction armée rouge, « bande à Baader ») même, ils sont face à l'Etat, aux bourgeois, aux flics, à l'Armée, tout ça... Nous, c'est pas notre trip, on vit dans les interstices tu vois, on squatte, on

de vie, cette microculture, ces « valeurs », ne savent pas qu'ils constituent, de plus en plus, un « phénomène de société » et que leurs faits et méfaits finissent par donner lieu à des discours véhéments où reviennent, lancinants, des mots « savants », dépourvus pour eux du moindre sens : « sécurité », « seuil de tolérance », « criminalité ». C'est du développement, des origines et des conséquences sociales de la nouvelle délinquance, qui plonge ses racines dans l'univers de Samia et de Kebra, dont il a été question — c'était une grande première — dans une réunion pluridisciplinaire de travail, qui s'est tenue récemment à Paris. Non pas sur un mode abstrait, mais par rapport à ce qui semble être leur cible favorite, la grande distribution, les grandes surfaces.

ment constant. Les plus jeunes sont envoyés chez nous « en mission », pour y chaparder tout ce qu'ils peuvent. Surtout le mercredi. Pour eux, c'est un jeu. Quand ils sont de retour sur le parking, on les voit brandir leur butin en riant. Parfois, ce sont des « grands » — 14, 16 ans — qui entrent en force, emplissent les chariots et sortent en menaçant le personnel avec des couteaux. La nuit, ils tentent de pénétrer dans le magasin en cassant des vitrines, et ils brisent, pour le plaisir, les vitres des pompes à essence, les panneaux lumineux. Ils s'en prennent aussi aux voitures du personnel et volent les vélocycleurs de la clientèle. Et je ne parle pas des chariots volés ou détruits : 170, une fois, d'un seul coup. A 300 Francs pièce... Nous avons aussi des attaques à main armée aux caisses,



L'esprit de représailles : certaines bandes n'hésitent pas à se venger contre le magasin où l'un des leurs a été arrêté.

qu'on peut pirater entièrement une société. — Pirater, concrètement, c'est quoi ? Voler ? — Pas seulement. Il y a les autoréductions, tu paies pas les transports, l'électricité, le téléphone, tu squattes ; les magouilles sur les chèquiers et les cartes bleues, aussi. C'est un ensemble. Nous, on monte des coups, on expérimente. En tant qu'éléments politiques, on est actifs, inventifs, et, après ça, on refille les trucs qu'on connaît aux bandes des cités. La politique les branche pas trop, mais ça, ils pigent tout de suite... Si tu veux — il rit — on est quand même un peu une espèce d'avant-garde... l'avant-garde des zonards... »

Samia, Kebra, les bandes, les tribus urbaines qui partagent ce même style

Pour la première fois, la plupart des parties concernées — éducateurs, policiers, psychiatres, sociologues, responsables de la sécurité de groupes de distribution, patrons d'hypermarché — se sont retrouvées, deux jours durant, autour d'une table. Au programme : confronter les expériences, comprendre, anticiper, prévenir et désamorcer, si possible. D'entrée, quelques expériences vécues qui donnent une idée de l'ampleur du problème.

La trentaine sage, la mise sobre, un air sérieux et, tranchant sur tout cela, un regard mobile, inquiet. Il dirige un hypermarché de la région lyonnaise. « La cité n'est pas loin du magasin, et les bandes considèrent qu'elles y sont chez elles. Nous subissons un harcèle-

mais surtout aux pompes à essence. Là, les menaces sont faites avec des armes à feu. Réelles, trafiquées ? J'ai demandé au personnel de ne pas chercher à savoir. Car les bandes exercent des représailles — sur le parking, une fois même à domicile — sur ceux qui les dénoncent ou font venir la police. Depuis quatre ans que je suis ici, je les connais vraiment bien. Je les vois grandir, se faufiler entre les caisses, les joues rouges, les bras chargés de bonbons. Plus tard, ils reviennent s'habiller de neuf, au printemps. Quand ils sont intégrés à une bande, qu'ils ont fait leurs preuves, ce sont les vols avec violence et les bagarres dans la cafétéria. De notre dernière attaque à main armée au poste d'essence, par

Suite page 54 →

DÉLINQUANCE

—> Suite de la page 52

exemple, j'ai une description très précise. C'est l'un des chefs, un "vieux" de 18 ans... Il y a peu, il en était encore à déguerpier avec une paire de baskets sous son blouson. La prochaine fois, je suis sûr qu'il va attaquer une banque. Vous savez, on nous bassine avec "la prison, université du crime", mais je me demande si les grandes surfaces ne constituent pas une école primaire bien plus dangereuse, celle de l'impunité. On ne peut pas faire autre chose que de les laisser s'enhardir. Ce n'est pas sain. »

L'un de ses collègues, dans l'Est, a connu une expérience encore plus

ces jeunes rebelles finissent, l'âge aidant, par s'assagir. Les autres font leur entrée dans la carrière criminelle, la vraie, et adoptent alors des comportements particulièrement durs. Cette nouvelle criminalité a des caractéristiques très précises. En premier lieu, on constate un complet effondrement des valeurs morales d'usage commun. Toutes les enquêtes effectuées à ce propos montrent bien qu'une seule liaison significative corréle le fait de voler (« Quand je vous parle de vol, vous pensez à quoi ? ») : le risque associé à la pratique de sports dangereux, la conduite automobile et les jeux de

curiales multiples, le nombre de jours d'arrêt de travail concernant le personnel victime de violences a quintuplé entre 1980 et 1982. Un jeune homme nerveux entre, arme automatique au poing, dans une bijouterie. Un coucou sonne... et la rafale part toute seule. Pas de blessés, heureusement. Affolé, le jeune délinquant tourne les talons et s'enfuit les mains vides, laissant derrière lui un bijoutier blême...

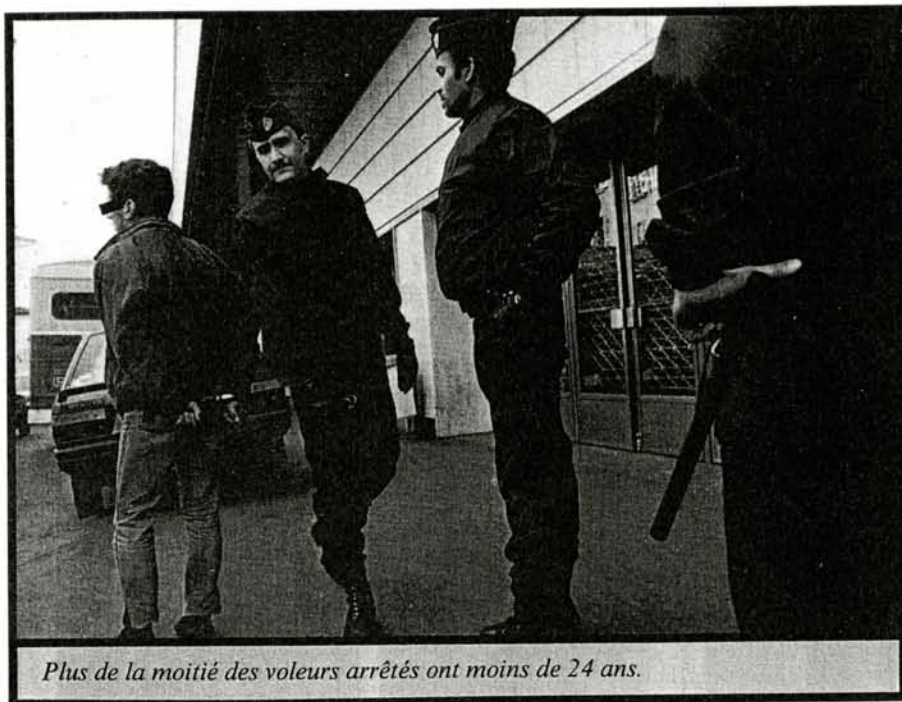
Alors : tous des voyous, tous des criminels ? Non, bien sûr, loin de là. La criminologie moderne, et c'est sa contribution majeure aux récents succès que connaît, sur le continent nord-américain, la lutte contre la criminalité, a isolé un type très rare, mais hyperactif, de criminel, qu'elle a baptisé « prédateur violent ».

Ce type de criminel, multiconsommateur (drogues et alcool), très jeune, pratique tout ou presque tout le registre de la délinquance et de la criminalité : vendeur de stupéfiants, agresseur, cambrioleur, voleur de voitures, fréquemment proxénète, quand il n'est pas lui-même prostitué ; il représente moins de 10 % de la population criminelle, mais réalise plus de 50 % des crimes et des délits. Il est, comme cambrioleur, plus actif que le « casseur » courant, vend plus de doses que le « dealer » ordinaire, agresse plus, et plus sauvagement, que le voyou commun. La baisse constatée, depuis trois ans, de la délinquance et de la criminalité aux Etats-Unis repose presque exclusivement sur les extraordinaires progrès qu'ont été : 1. la découverte du prédateur violent ; 2. la mise au point de techniques de repérage de ces criminels très spécifiques au sein de la population délinquante générale, dont rien, apparemment, ne les différencie ; 3. la mise hors d'état de nuire, enfin, par l'emprisonnement, de ces éléments dangereux.

Qu'en est-il en France, aujourd'hui, des recherches sur les prédateurs violents ? Elles sont, à notre connaissance, au niveau zéro. Pourtant, bien des éléments permettent de penser que ces délinquants hyperactifs ne sont pas absents de notre paysage criminel. Une enquête récente d'un journal professionnel, « Libre-Service Actualités », montre que 13 % des voleurs commettent, dans les grandes surfaces, 52 % des larcins. Si ce n'est pas un indice « positif »...

Autre découverte de la criminologie moderne : c'est à travers le vol, le chapardage bien modeste, le plus souvent, que s'accomplissent de façon classique

Suite page 56 —>



Plus de la moitié des voleurs arrêtés ont moins de 24 ans.

traumatisante. Elle se résume, pour lui, à un chapelet de dates et de faits : « En novembre 1984, il y a eu une bagarre dans le magasin. J'ai été blessé, ainsi que mon boucher et deux policiers. Un mois plus tard, ils m'ont menacé de mort et ont mis le feu à ma voiture. Quinze jours après, ils ont défoncé ma voiture neuve. Entre janvier et avril, il y a eu sept cambriolages avec effraction, agrémentés d'actes de vandalisme. A la mi-avril, nous avons muré les vitrines du magasin. Fin avril, ils m'ont attaqué et roué de coups. J'ai eu quinze jours d'incapacité de travail. On a fermé pour de bon au début de mai... Ça a fait dix lignes dans le journal, et la police m'a trouvé peu coopératif... Puisqu'ils veulent régner en maîtres sur la zone, eh bien, qu'ils la gardent ! »

Voilà donc le creuset, le laboratoire de cette délinquance. Une partie de

hasard. Le vol est ressenti comme un acte valorisant, de nature, en outre, à donner le grand frisson.

Cet acte est de plus en plus une affaire de jeunes : en 1979, 42 % des voleurs à l'étalage arrêtés dans des grandes surfaces avaient moins de 24 ans. On en était, en 1981, à 54 %. Une chaîne de grands magasins en compte 60 % en 1982.

On constate, de plus, une montée de la violence et, chez les acteurs de ces vols violents, une psychologie empreinte d'un sentiment aigu de désespoir social. On voit apparaître, fait nouveau, un esprit de représailles : on se venge, ultérieurement, sur le personnel d'un magasin où un membre de la bande s'est fait arrêter. Des policiers — et, dans un cas, la femme de l'un d'eux — ont été menacés, frappés, même à leur domicile, à la suite d'une arrestation. Dans un magasin à suc-

DÉLINQUANCE

—> Suite de la page 56

les micro-passages qui fonctionnent comme un sas d'entrée à la carrière criminelle. La drogue mène à la délinquance, a-t-on coutume de dire. Est-ce bien sûr ? L'étude de très nombreux dossiers de toxicomanes détenus, de multiples entretiens avec des drogués libres permettent de constater que le chapardage précède souvent (plus de la moitié des cas) la consommation de substances toxiques. Pour s'affirmer, pour gagner son ticket d'entrée dans la bande, on vole et, une fois qu'on est intégré, alors, on est amené à la prise de colle, par exemple, puis à l'héroïne. Les besoins d'argent qu'entraîne la dépendance aggravent donc la trajectoire criminelle, mais ils ne la créent pas. C'est ainsi, tout naturellement pourrait-on dire, que la cible de la nouvelle délinquance — le lieu où s'exerce une large partie de son activité prédatrice, où elle se « fait la main » sans grands risques — est devenue l'endroit où se négocie la marchandise sous sa forme consommable. Un certain nombre de sociologues, Jean Baudrillard notamment, font ainsi de la grande surface un « espace de la marchandise où s'élabore à bien des égards une socialité nouvelle ».

Cette structure tend à attirer les éléments les plus désencadrés, les plus psychologiquement instables de la société, en particulier les diverses marges où se recrutent en bonne part les nouveaux délinquants.

Baudrillard remarque aussi que les lieux voués à l'opérationnel pur peuvent voir s'élaborer des crises de type nouveau, d'adaptation ou de rejet, et fait constater que Mai 68 a couvé, puis éclaté non pas à la Sorbonne, université traditionnelle, mais à Nanterre, structure hors les murs équivalant, dans le registre de l'instruction, à l'hypermarché dans celui du commerce.

L'affaire est d'autant plus importante que l'opinion publique voit dans le vol — surtout celui qui est accompli dans les grandes surfaces — non pas l'acte initial risquant d'entraîner son auteur à une carrière purement et simplement criminelle, mais une peccadille exercée à l'encontre de gens qui l'ont, après tout, bien cherché.

Tous les sondages, qu'ils proviennent de la presse nationale (« Figaro-Magazine », avril 1984), de la presse spécialisée (« Libre-Service Actualités », avril 1985) ou de la presse des jeunes (« Pilote », avril 1985), montrent que la moitié des moins de 25 ans ont volé occasionnellement et que, dans 70 % des cas, cet acte n'est pas



Certains croient que, pour la drogue, seul le « deal » est répréhensible.

considéré comme « inadmissible ». Les conséquences économiques, à elles seules, ne sont pas négligeables : la part du vol dans la « démarque inconnue » (qui comprend d'autres rubriques) est estimée, pour 1984, et au prorata des ventes de détail réalisées par le secteur de la distribution, à une fourchette de 5 à 6 milliards de Francs, soit une somme moyenne de 300 Francs par ménage français.

Mais là n'est pas l'essentiel. Le centre commercial, le parking de l'hypermarché, la rue commerçante piétonnière tendent à devenir le lieu d'affrontements, le champ de bataille où s'opposent, d'un côté, la population « garantie » (disposant de revenus réguliers), les commerçants et les forces de l'ordre, et, de l'autre, tous les « hors statut », précaires, marginaux volontaires ou involontaires, éléments de communautés exclues ou en état de fragilité sociale. Il en résulte une polarisation antagoniste qui se traduit par des affrontements dont la presse se fait régulièrement l'écho : passants blessés par les balles d'un vigile, clients maltraités, bagarres entre bandes et vigiles, avec, parfois, des blessés graves à la clef. Tous ces micro-événements, par leur régularité, contribuent, dans une proportion non négligeable, à fragiliser le tissu social. C'est, enfin, dans le secteur des services — commerce, hôtellerie, banque — que se vérifie la justesse du proverbe « Qui vole un œuf vole un bœuf ».

La carrière criminelle, qui ressemble sur ce point à n'importe quel cursus honnête, tend à suivre une courbe ascendante : les individus au sommet de l'échelle y sont moins nombreux, mais leurs accomplissements plus spectaculaires. Quand on voit appa-

Suite page 60 —>

DÉLINQUANCE

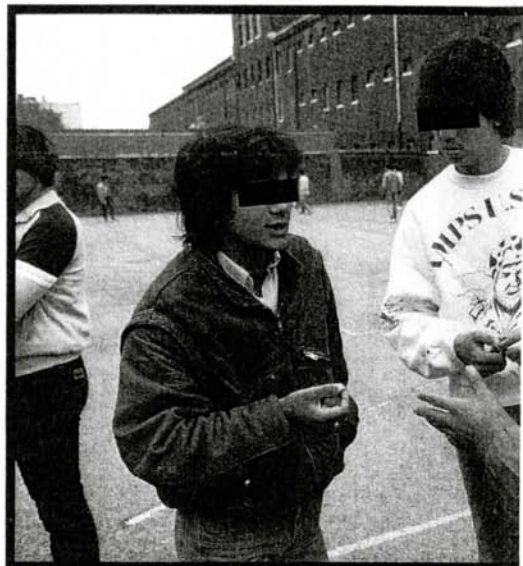
—> Suite de la page 58
raître une vague de petite délinquance — et on a vu l'ampleur de celle qui s'est manifestée en 1981-1982 — il ne faut pas s'étonner de constater que, deux ou trois ans plus tard, les hold-up, comme cela a été le cas en 1984, augmentent en nombre de 35 % sur les dix premiers mois de l'année, et qu'il y ait, sur la même période, trois braquages par jour.

Quand on sait que cette nouvelle génération est composée de personnes violentes et instables émotionnellement, il ne faut pas s'étonner de voir, parfois, des convoyeurs de fonds, des clients dans une banque — récemment, un général de gendarmerie — et des responsables de grande surface froidement « descendus ».

Ces vols violents, cette délinquance agressive ne sont pas le produit d'une génération spontanée. Les acteurs de cette micro-culture violente viennent de territoires bien précis. Ces territoires, ceux où règne la violence sociale, sont parsemés d'« îlots sensibles », cités à la réputation bien noire, baptisés la « zone ».

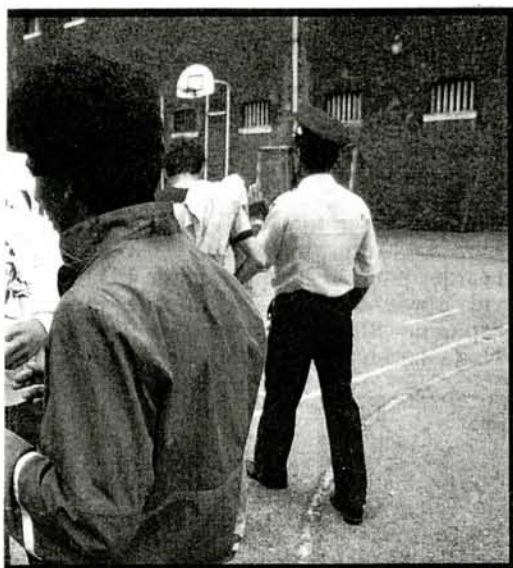
L'existence de ces îlots n'est pas une nouveauté. Le problème date du début

de la décennie 70. Jusqu'en mai 1984, on le posait en termes économiques ou sociaux. Depuis le coup de tonnerre de Le Pen aux élections européennes, depuis que les états-majors politiques — pour une fois unanimes — ont étudié les scores du Front national à la loupe, l'affaire est devenue franchement politique. Dans ces zones, en effet, Le Pen pulvérise sa moyenne nationale et dépasse souvent les 18 % ! Des exemples ? Autour de la Goutte-d'Or, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, près de 18 % ; à Mantes-la-Jolie, qui souffre de sa zone du Val-Fourré, presque 20 % ; idem à Dreux, au célèbre quartier du Plateau. On pourrait multiplier les exemples dans le Nord-Pas-de-Calais, dans la région lyonnaise, en Provence et sur la Côte d'Azur. Précision qui donne au phénomène toute son ampleur : la plupart de ces îlots sont implantés à la périphérie des grandes métropoles, selon un axe Lille-Paris-Lyon-Marseille. Or, dans ce couloir, selon le dernier recensement, vivent plus de 11 millions de banlieusards, dont les deux tiers, à peu près, sont directement confrontés à ce que les sociologues ont pudiquement baptisé « état de fragilité sociale » ; les



L'émergence d'une micro-culture :

œuvres charitables, « quart monde » ; et les communistes, lumpenproletariat. Aux dernières cantonales, là où les comparaisons sont possibles (Roubaix, Tourcoing, région parisienne, Languedoc, Marseille), la tendance s'amplifie encore : les pointes à près de 25 % ne sont plus rares pour le Front national.



Le vol ? Normal. La taule ? Banal...

Ces îlots sensibles, rien que dans la région parisienne, on en trouve plus d'une centaine. Ils représentent plus de 100 000 logements et une population de plus de 400 000 personnes. Points communs : asphyxie des systèmes sociaux, urbains, administratifs, qui n'arrivent plus à embrayer, et une constellation de problèmes de toute nature : non-paiement des loyers (près de 25 % des cas), manque d'équipements sociaux et sportifs, qui entraînent le désœuvrement, insalubrité, situations économiques alarmantes, échecs scolaires, enfants mal nourris et maltraités, chômage, vols de voitures et « rodéos », toxicomanie. On y relève, enfin, un taux de suicides supérieur à la moyenne nationale urbaine. Dans ces îlots, où les pelouses sont le plus souvent transformées en terrain vague, les entrées des immeubles ne sont qu'une succession de boîtes aux lettres défoncées et de graffiti multicolores : elles servent, ces entrées, de lieux de réunion aux bandes de jeunes. Sur 10 habitants de 17 îlots tests de la région parisienne, 4 ont moins de 20 ans. Les étrangers représentent en moyenne 32 % de la population. Le chômage y est incomparablement plus élevé que la moyenne régionale. Un chômeur sur 3 a moins de 25 ans. Les jeunes de 17 ans sont, pour une moitié, totalement dépourvus du moindre diplôme. L'autre moitié n'a que le certificat d'études, au mieux un C.a.p. Sur cette planète, proche et lointaine, s'élabore, chez les plus jeunes, une micro-culture qui tend à devenir indéchiffrable pour le reste de la population. Le vol ? Normal. La taule ? Banal. L'usage du verlan ? Plus répandu que celui du français. La colle, puis la poudre ? Du quotidien. « Tout ce qui les intéresse, dit Kebra,

c'est la dope, la thune, les supersapes, les nanas, les boîtes. » Beaucoup d'entre eux en sont à ignorer où commence l'interdit en matière de stupéfiants. Dans cette société, le travail est de moins en moins le vecteur qui donne le moyen de se procurer la « thune » ou de se fournir en « dope », en « sapes », etc. Sur le voisinage, le résultat est, on l'a vu plus haut, électoralement détonant.

Voilà ce que la fréquentation de Samia, de Kebra et de bien d'autres, le criblage de multiples documents sociaux ou administratifs et l'organisation de séminaires comme celui dont nous avons parlé permettent de constater : pendant que majorité et opposition se querellent sur la réalité ou l'aspect illusoire du « sentiment d'insécurité » et sur le montant du budget de la police, une criminalité de type nouveau achève de se mettre en place. Elle a pour caractéristique d'être comparable à celle des ghettos du Nouveau Monde, d'être le produit d'une micro-culture spécifique tournant autour d'une « valeur » précise, transmise comme un modèle valorisant : la violence. Cette nouvelle délinquance n'a fait en France, à notre connaissance, l'objet d'aucune étude criminologique approfondie, qui soit à la fois concrète et pluridisciplinaire.

Les réactions du pouvoir politique et celles des instances de répression (police et justice) face à ces phénomènes ont relevé jusqu'à maintenant, en général, soit de l'a priori idéologique, soit de la routine. Dans ces conditions, tout changement qualitatif ou quantitatif au niveau des instances (réformes de structures, augmentation des moyens, des personnels, etc.) est souhaitable, mais risque de n'offrir qu'un aspect cosmétique ou propagandiste. Que penserait-on de la direction d'un hôpital qui ferait repeindre les locaux du service de cancérologie, doublerait le personnel, redéfinirait le rôle de chacune des fonctions, sans avoir la moindre idée de l'évolution de la maladie, de la nature des populations affectées et de la répartition territoriale du mal ?

Où étudie-t-on, en France, l'épidémiologie de la criminalité, de façon pluridisciplinaire, à l'aide de moyens modernes ? Voilà la question que devraient, en toute priorité, se poser, aujourd'hui, tous ceux qui ont la volonté de s'attaquer à la délinquance et à la criminalité, en profondeur, avant même de songer à dépenser le moindre sou, d'engager la moindre réforme. ■

Copyright © 1985 L'Express